

Les États-Unis perdent les pays du Golfe, ouvrent un nouveau front et exigent l'impunité

L'alliance de guerre américano-israélienne perd ses alliés dans le Golfe. La reprise de la guerre contre l'Iran reflète le désespoir des États-Unis et la meilleure idée que Washington ait trouvée ? Ouvrir un nouveau front contre le droit international lui-même. Le déclin de l'empire s'accélère. Soutenez-nous sur Substack : <https://pascallottaz.substack.com> Produits dérivés : <https://neutralitystudies.com/shop> Don : <https://neutralitystudies.com/donate>

#Pascal

Bienvenue à tous dans Neutrality Studies. C'est Pascal, et je voulais faire avec vous une très courte mise à jour sur la propagation des guerres — au pluriel, parce qu'il y en a plusieurs en ce moment qui semblent se rejoindre. Je ne pense pas qu'on soit déjà dans un scénario de Seconde Guerre mondiale, où la lente extension des conflits finirait par mener à une Troisième Guerre mondiale. Mais la direction que prennent les choses est vraiment inquiétante. On voit comment la guerre en Ukraine, cette guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie, est en train de s'étendre. Ce n'est d'ailleurs plus vraiment une guerre par procuration, puisque l'OTAN a réussi à porter directement le combat sur le territoire russe. Mais aujourd'hui, je ne veux pas me concentrer sur ce front-là. Je veux parler de l'autre théâtre — cette incroyable reprise de la guerre qui s'étend à nouveau dans la région du Golfe.

On apprend maintenant que l'Arabie saoudite recommence à mener des attaques contre le Yémen. Elle vient de bombarder l'aéroport de Sanaa, là où devait atterrir la délégation yéménite, celle des Houthis, qui revenait d'Iran après avoir assisté aux funérailles de l'ayatollah Ali Khamenei. Les Saoudiens ont donc frappé la piste, et l'avion a dû se dérouter vers un autre aéroport pour pouvoir atterrir. Et maintenant, les Houthis ripostent contre l'Arabie saoudite — ou, plus largement, le Yémen riposte. Le Yémen envisage même officiellement de fermer le détroit situé à son extrémité de la péninsule Arabique. Ce qui, évidemment, aggraverait les difficultés que les États-Unis rencontrent déjà avec l'approvisionnement mondial en pétrole, alors même que les États-Unis bombardent, et continuent de bombarder, l'Iran.

On apprend maintenant qu'une troisième et une quatrième vague de frappes ont été menées sur le territoire iranien. Et demain, nous reparlerons avec Larry Johnson pour avoir une analyse d'expert sur ce que signifient exactement ces dernières frappes des deux côtés. Mais la guerre — la guerre contre l'Iran — a bel et bien repris. Il n'y a même plus lieu de parler du protocole d'accord, qui est désormais plus ou moins mis de côté, même si, très probablement, à un moment donné, les États-

Unis supplieront l'Iran d'y revenir. Pour l'instant, la pause dans la guerre est elle-même en pause. Les bombardements continuent. On voit bien que les États-Unis cherchent à prendre le contrôle du détroit d'Ormuz.

Donald Trump, hier et avant-hier, parlait de se poser en garant de la sécurité du détroit d'Ormuz, et il proposait des chiffres complètement délirants. Il disait qu'il faudrait faire payer vingt pour cent de la valeur de la cargaison à tout navire traversant le détroit, pour avoir le droit de passer sous contrôle américain. Alors évidemment, c'est une idée totalement absurde de Donald Trump, mais ça montre bien son état d'esprit, le fait même qu'il puisse écrire ou parler d'un truc pareil. Pour moi, c'est typique de ces moments où il se dit : « Ah, je peux créer un nouveau levier, je peux menacer tout le monde avec une taxe de vingt pour cent. »

Alors, quand je descends à cinq pour cent, ils vont tous me lécher les bottes et être ravis que je sois si gentil. Mais c'est une stratégie de négociation typique qu'il a déjà utilisée. Quand il pense qu'il a un levier imbattable, il commence par fixer un chiffre astronomique. Comme ça, quand il baisse ensuite et qu'il fait une réduction de soixante-quinze pour cent, tout le monde finit par accepter. Il a fait ça encore et encore. Pensez simplement à la guerre des tarifs de l'année dernière : il croyait pouvoir utiliser les droits de douane et menaçait tout le monde avec des tarifs de cinquante, voire cent pour cent. Alors, quand au final c'était seulement vingt pour cent, ou peu importe le chiffre exact, tout le monde disait : oui, on est contents, on est soulagés, merci Donald, et ainsi de suite.

Cela me dit que Donald Trump voit en fait le détroit d'Ormuz comme quelque chose qu'il pourrait s'approprier, au point que, finalement, cette voie maritime devienne une voie américaine, sous contrôle américain, et qu'il puisse carrément chasser l'Iran de son propre voisinage. Je ne sais pas d'où lui vient cette idée étrange, mais il en parle déjà. Encore une fois, Donald Trump vit dans un monde imaginaire, et beaucoup de faucons de guerre américains, y compris les néoconservateurs bien sûr, vivent eux aussi dans un univers complètement déconnecté de la réalité. Hier, M. Abbas Saeed est allé sur Twitter et a profité de l'occasion pour rappeler à tout le monde à quel point l'Iran est, selon lui, un hégémon régional bienveillant.

Il a écrit à propos de cette idée de Donald Trump disant que le président, donc le POTUS, a tout à fait raison. Celui qui assure un passage sûr et sécurisé des navires commerciaux dans le détroit d'Ormuz devrait être rémunéré pour ce service. L'Iran a toujours été le gardien du détroit et le restera pour toujours. Vingt pour cent, bien sûr, c'est trop. Nous serons justes. Je veux dire, les Iraniens, à ce stade, sont vraiment, vraiment doués, non seulement pour troller Donald Trump, mais aussi pour lui rendre la pareille. Ils reprennent même certains des éléments de langage les plus absurdes, comme les mots écrits entièrement en majuscules ou soulignés, juste pour s'approprier, en quelque sorte, ce langage d'enfant.

C'est les adultes qui utilisent un langage de bébé pour parler au bébé Trump, non ? Et pour se moquer du bébé Trump, et par la même occasion, des États-Unis. Mais en réalité, ça montre surtout que les Iraniens, eux, comprennent très bien leur propre rapport de force. Je me demande encore

qui a soufflé cette idée à Trump. Est-ce que c'était Lindsey Graham, récemment décédé ? Peut-être que, juste avant de partir, il lui a glissé à l'oreille : « Tu peux devenir le maître du péage du détroit d'Ormuz. Tu peux en tirer beaucoup d'argent. On peut faire pression sur les Européens, sur les Asiatiques, sur les États du Golfe. On les serre, on les serre fort. » Et donc, il aurait ajouté : « Mets déjà une étiquette de prix, la plus haute possible, et tu pourras toujours la baisser ensuite. »

Mais il me semble que, du moins pour le moment, Donald Trump, avec ce genre d'idées, suit à nouveau la ligne néoconservatrice de l'administration, et qu'il est convaincu qu'il obtiendra ce qu'il veut. Maintenant, d'un autre côté, ce qui me paraît très important en ce moment, c'est ce qui se passe dans les États du Golfe eux-mêmes. L'Arabie saoudite, par exemple, a en réalité intensifié la guerre au Yémen. C'est évidemment une évolution très négative. Cela semble indiquer que l'Arabie saoudite estime que le moment est venu de peut-être achever un travail qu'elle n'a jamais réussi à mener à terme. Mais en même temps, une escalade maintenant... qu'est-ce que cela peut bien apporter, à part encore plus de pression économique sur les États du Golfe, y compris sur l'Arabie saoudite ? C'est quelque chose qu'il faudra observer.

Mais hier, le ministre des Affaires étrangères d'Oman a fait quelque chose de très intéressant, lors d'une interview avec un média occidental. Les Omanais, il faut le savoir, sont des gens extrêmement prudents. On les regroupe parfois avec les autres pays du Golfe — les Émirats arabes unis, le Qatar, Bahreïn, et bien sûr l'Arabie saoudite — dans ce qu'on appelle le « club du Golfe ». Ils font partie des accords régionaux de commerce qui existent là-bas. Mais Oman, parmi tous les États du Golfe, est sans doute le plus prudent quand il s'agit de mener une politique étrangère équilibrée. C'est d'ailleurs pour ça qu'on en entend très peu parler, et que le pays n'apparaît pas souvent dans l'actualité, sauf quand il sert de lieu de rencontre pour des négociations.

Une grande partie des négociations avec l'Iran s'est en fait déroulée à Mascate, à Oman. Et Oman a toujours été prêt, et même désireux, d'aider comme sorte de prestataire diplomatique de dernier recours. Juste pour information, voici la page d'accueil du ministère omanais des Affaires étrangères. La façon dont ils parlent d'eux-mêmes, et de leur rôle dans le monde, même sur leur propre site, est d'une grande prudence. Je vais simplement vous lire quelques mots, une seule phrase tirée de la page principale sur leur politique étrangère. On y dit que la politique étrangère du Sultanat d'Oman repose sur une vision profonde et durable d'un Oman ami de tous. Ami de tous. Et si l'on regarde leurs principes de politique étrangère, on peut en apprendre un peu plus sur cette approche.

La politique étrangère du Sultanat d'Oman est entièrement tournée vers la paix et la sécurité. Elle repose sur des principes fondamentaux, ancrés dans la vision d'un Oman acteur engagé au sein d'une communauté mondiale fondée sur la solidarité. Oman accorde une grande importance au développement et au maintien de bonnes relations avec tous ses voisins. L'un des objectifs constants de sa politique étrangère est de veiller à ce que ces relations soient marquées par l'amitié, le respect mutuel, la non-ingérence et la compréhension. Parmi ses voisins figurent les autres membres du

Conseil de coopération du Golfe arabe, avec lesquels Oman a développé une coopération économique et sécuritaire étroite, contribuant de manière significative à la sécurité collective dans une période de stabilité régionale incertaine.

Et c'est très important maintenant, dans les prochaines phrases, pour Oman, la notion de voisin va bien au-delà des pays directement limitrophes. Elle inclut d'autres partenaires essentiels, dont la proximité et l'importance les qualifient comme des États voisins. Le Yémen, l'Iran, l'Inde et le Pakistan comptent donc parmi les voisins les plus importants. Voilà, je vais m'arrêter là. Je voulais simplement vous lire ce passage pour que vous compreniez à quel point Oman est différent des autres États du Golfe, qui ont construit toute leur architecture de sécurité autour d'une alliance avec les États-Unis. En gros, leur idée, c'est que si vous avez beaucoup de bases américaines sur votre territoire, vous serez en sécurité, et qu'il suffit simplement de s'assurer d'être dans le bon club.

Les Omanais n'ont jamais joué dans le camp de qui que ce soit. Ils n'ont pas de bases militaires américaines sur leur territoire. Oman, à mon sens et selon ma définition, c'est l'exemple même d'un pays neutre — neutre au sens politique du terme, c'est-à-dire qui maintient une vraie neutralité, une amitié équilibrée avec toutes les parties. Cela inclut l'Iran, et c'est pour cette raison que l'Iran discute avec Oman de la gestion du détroit d'Ormuz. C'est aussi pour cela que l'Iran et Oman sont en contact diplomatique permanent, et que le sultanat peut jouer le rôle d'intermédiaire dans les discussions entre l'Iran et les États-Unis, même s'il n'y a pas vraiment beaucoup de négociations en ce moment.

Mais je voulais simplement souligner cela avant de vous montrer cet article d'Al-Mayadeen, un média libanais qui rapporte une interview du ministre omanais des Affaires étrangères, M. Badr al-Busaidi. Dans cet entretien, il affirme que la plus grande menace pour la sécurité du Golfe vient de Tel-Aviv plutôt que de Téhéran. Il soutient aussi que la guerre récente a mis en évidence l'échec de plusieurs décennies de politique d'endiguement menée par les États-Unis. Et pour moi, c'est vraiment significatif, parce qu'Oman est toujours extrêmement prudent quand il critique l'un de ses voisins.

Et même si Israël est géographiquement éloigné d'Oman, avec toute l'Arabie saoudite et d'autres États entre les deux, Oman reste très prudent. Le fait que le ministre des Affaires étrangères prenne maintenant la parole publiquement pour pointer du doigt Tel-Aviv, Israël, c'est assez significatif. Pour moi, cela montre qu'Oman se sent désormais assez sûr de lui pour le faire, pour dire tout haut ce que beaucoup pensent, mais aussi qu'il juge nécessaire d'envoyer un signal aux autres pays du Golfe. Un signal disant qu'en tant qu'État du Golfe, Oman estime que la région doit trouver un moyen de régler ses affaires avec l'Iran, et parvenir à une forme d'accord pour mettre fin au conflit, à la violence. Mais aussi que les États du Golfe doivent être très prudents, très attentifs à ce qu'ils font vis-à-vis d'Israël, qui est bien sûr le principal destinataire de ce message — les Émirats arabes unis, Dubaï, Abou Dhabi, et les autres.

Ils ont été assez ouvertement favorables à Israël tout récemment. Et ce genre de déclaration qu'Oman fait publiquement, pour moi, c'est aussi un message adressé aux Émirats arabes unis : ils

doivent être extrêmement prudents dans ce qu'ils font vis-à-vis d'Israël. On assiste donc, globalement, à une extension de la guerre et de la violence. Il est difficile, à ce stade, de dire si cette violence n'est que les dernières flambées, car il est difficile d'imaginer que les États-Unis puissent soutenir cet effort encore très longtemps. Ils ont déjà largement entamé leurs stocks de missiles pendant la première moitié de la phase actuelle du conflit, en mars et en avril.

Mais ça, on en reparlera dans de prochains épisodes, encore une fois avec Larry Johnson, pour voir jusqu'à quel point il reste de la capacité dans la région. Pour moi, c'est quelque chose qui ne peut pas tenir très longtemps. Alors, comment exactement Donald Trump compte s'y prendre pour contrôler le détroit d'Ormuz et ensuite faire payer vingt pour cent, ça reste pour moi un vrai mystère. Mais en même temps, les États-Unis, en ce moment, frappent dans tous les sens, vraiment sur tous les fronts. La dernière information que je veux vous montrer ici, c'est celle-ci : on en est probablement à un troisième, un quatrième, voire un cinquième front que les États-Unis ont choisi d'ouvrir, et c'est la guerre contre le droit international, la guerre contre la Cour pénale internationale.

Avant-hier, le département d'État a annoncé qu'il comptait démanteler la menace que représente la Cour pénale internationale pour la souveraineté américaine. Marco Rubio a pris la parole, il a publié une déclaration officielle pour dire que les États-Unis font désormais tout ce qu'ils peuvent pour se débarrasser de la Cour pénale internationale. Il faut savoir, bien sûr, que cette Cour n'a que très peu de dossiers visant des Américains. Les seuls dont j'ai connaissance concernent en fait quelques militaires américains en Afghanistan, et c'est quelque chose qui a mis les États-Unis dans une colère noire.

Mais d'un autre côté, bien sûr, la Cour pénale internationale a émis des mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahu et monsieur Gallant. La CPI a aussi délivré des mandats d'arrêt contre deux dirigeants du Hamas, même si, à ce jour, ils sont tous les deux morts. Et Israël crie au scandale face à ce qu'il considère comme un développement terrible — le fait que la Cour ose s'en prendre à Israël, au pays qui se présente sans cesse comme la victime du sept octobre. Et les États-Unis semblent maintenant essayer de... enfin, disons plutôt qu'Israël semble avoir réussi à convaincre les États-Unis de tenter officiellement de démanteler la CPI. Laissez-moi simplement vous lire ce que dit cette déclaration.

Alors, le département d'État lance une campagne pour démanteler la menace que représente la Cour pénale internationale pour la souveraineté américaine. Aujourd'hui, le secrétaire d'État Marco Rubio a annoncé une vaste campagne visant à éliminer cette menace. Cette initiative mobilisera l'ensemble du gouvernement pour neutraliser, de manière systématique, la capacité de la CPI à fonctionner, à poursuivre des militaires ou des responsables américains, ou à menacer, d'une quelconque façon, la souveraineté des États-Unis. Et chaque fois que cette déclaration emploie le mot « souveraineté », il faut en réalité le remplacer par le mot « impunité ».

Ce qu'ils veulent dire, c'est l'impunité. Ce qu'ils veulent, c'est le pouvoir absolu de parcourir le monde, de tuer qui ils veulent, d'enlever des présidents, d'éliminer des dirigeants d'autres États, de

mutiler, de détruire, et de mettre en œuvre des génocides partout sur la planète. Et chaque fois que quelqu'un dit : « Attendez, il y a le droit international qui interdit ça », eh bien, celui qui le dit devient le méchant. Voilà ce qu'ils font ici. Pour eux, la souveraineté, c'est l'impunité totale, la carte blanche absolue pour commettre n'importe quel crime, où que ce soit dans le monde. C'est devenu la politique étrangère officielle des États-Unis, aussi officielle que possible. Je vais lire un peu plus loin : la Cour pénale internationale représente une menace intolérable pour la souveraineté américaine. Elle prétend avoir le pouvoir de poursuivre, voire d'emprisonner, des militaires et des responsables américains agissant au nom des intérêts nationaux des États-Unis.

Les Américains n'ont jamais accepté ça, et tous les présidents américains, depuis la ratification de la CPI, ont toujours affirmé que la Cour pénale internationale n'avait pas de juridiction sur les citoyens américains. La CPI avait déjà ouvert une enquête sur des militaires et des agents du renseignement américains, et elle a depuis refusé de clore ces dossiers. Oui, c'est exact, parce que, même si pour appliquer les décisions de la CPI il faut bien sûr que les États en fassent partie, les États membres peuvent quand même déposer des plaintes contre des pays qui n'en font pas partie. Et c'est ce qui s'est passé par le passé. Dans le cas de l'Afghanistan, c'est l'Afghanistan, ou d'autres États membres de la CPI, qui ont porté plainte contre des militaires américains. La Cour a accepté ces plaintes, puis elle a rendu des décisions à ce sujet. Et ces décisions, une fois publiées, deviennent contraignantes pour tous les membres de la CPI.

Tant que ces militaires américains, contre lesquels une décision a été rendue, restent à l'intérieur des États-Unis, tout va bien pour eux. Ils sont en sécurité, tranquilles, heureux, et peuvent faire ce qu'ils veulent, parce que les États-Unis n'appliquent rien de tout ça — ni leurs tribunaux, ni aucune autre instance. Mais s'ils se rendent dans un pays qui applique les décisions de la Cour pénale internationale, là, ils risquent d'être arrêtés, puis envoyés à La Haye pour y être jugés, et ainsi de suite. C'est ce genre de menace qui inquiète vraiment les États-Unis. Et bien sûr, dans cette déclaration, ils essaient de se présenter comme des victimes, comme si c'était une pression venue de l'extérieur. Mais non, ce n'est pas le cas. C'est une décision souveraine d'autres États, qui ont choisi de créer un cadre commun pour enquêter sur les crimes de guerre qu'ils commettent eux-mêmes, ainsi que sur ceux commis sur leurs territoires par des États tiers — comme, par exemple, les États-Unis.

Et puis, quand ils concluent que certains de ces crimes ont effectivement été commis, ils rendent une décision. Cette décision devient alors valable pour tous les membres du club, mais pas pour les États-Unis. Donc, les États-Unis n'ont pas besoin d'y adhérer. Mais, comme on nous le dit ici, les États-Unis considèrent que le fait pour d'autres États d'exercer leur souveraineté — c'est-à-dire le droit de rejoindre un tel club et d'appliquer une telle décision —, eh bien, ce droit souverain-là serait, selon eux, une atteinte à leur propre souveraineté.

Encore une fois, quand on parle des États-Unis, il ne s'agit pas de souveraineté. Les États-Unis, ça veut dire impunité. En réalité, ce que Marco Rubio veut dire, c'est que les États-Unis doivent pouvoir, partout dans le monde, imposer leur volonté sans aucune contrainte, sans aucun compte à rendre.

Et, de façon assez ironique, c'est exactement ce type de logique qu'ils ont réussi à faire passer dans l'affaire Assange, vous vous en souvenez peut-être. Monsieur Assange, bien sûr, a été persécuté pendant de très nombreuses années — d'abord en Suède, puis au Royaume-Uni, enfin surtout au Royaume-Uni — d'abord à l'ambassade d'Équateur, puis à la prison de Belmarsh.

Et ce qui est vraiment stupéfiant, c'est que les États-Unis aient osé engager une procédure contre M. Assange. Parce que M. Assange est un citoyen australien, qui se trouvait au Royaume-Uni au moment où il a publié des informations véridiques, obtenues dans le cadre d'un travail journalistique, au Royaume-Uni. Et pourtant, les États-Unis ont affirmé que cela violait la loi américaine, et que cette loi s'appliquait à des non-Américains, en dehors même du territoire des États-Unis. C'était tout l'enjeu de l'affaire. C'est sur cette base qu'ils ont demandé son extradition. Et en réalité, à la toute fin, pour que tout soit abandonné et que M. Assange retrouve enfin sa liberté, il a dû accepter ce qui revenait à un accord de plaider coupable. Il devait se rendre sur un territoire américain, comparaître devant un juge américain, et dire qu'il était coupable de journalisme, coupable d'avoir reçu des informations véridiques et de les avoir publiées.

Et en fait, il le dit très clairement : c'est la seule chose qu'il a reconnue avoir faite, la seule pour laquelle il a plaidé coupable — pour avoir fait du journalisme. Il a dû le faire pour pouvoir, selon les termes de l'accord, être libéré et rentrer en Australie, où il peut maintenant, je l'espère, mener une vie plus ou moins normale. Mais le point essentiel, encore une fois, c'est que les États-Unis interprètent leur souveraineté comme une impunité totale, et comme le droit de terroriser qui que ce soit, partout, à tout moment, sans aucune limite. Et ils le mettent noir sur blanc, une fois de plus. Ils l'avaient déjà fait implicitement avec l'affaire Assange, et maintenant ils le font ouvertement, en s'en prenant au droit international et en menant une véritable guerre contre ce droit.

Je vais simplement vous lire ce qu'ils prévoient de faire, et comment ils comptent mettre en œuvre cette guerre contre le droit international. La campagne comprendra toute une série d'actions destinées à faire en sorte que la Cour pénale internationale soit incapable de menacer la souveraineté des États-Unis ou de s'en prendre à des citoyens américains. Parmi les mesures envisagées, il y aurait des appels diplomatiques du secrétaire d'État, du secrétaire adjoint, des ambassadeurs et d'autres hauts responsables vers des pays étrangers, pour dénoncer les abus de la CPI et les risques qu'elle ferait courir aux Américains et à d'autres nations, et pour les inciter à se retirer de la Cour. Les pays qui coopèrent avec les services de police ou de renseignement américains, ou qui bénéficient de la protection du parapluie sécuritaire des États-Unis, sont appelés à rejeter l'autorité supposée de la CPI et à ne pas poursuivre les responsables ou les militaires américains.

Un contrôle accru des pays qui refusent de rejeter l'autorité défaillante de la CPI, tout en comptant sur l'aide américaine... Pardon, j'ai mal lu. Un contrôle accru des pays qui refusent de rejeter l'autorité défaillante de la CPI. Ensuite, des appels diplomatiques invitant les pays qui, comme l'Amérique, ne font pas partie du Statut de Rome, à utiliser leurs réseaux diplomatiques pour mener des actions similaires à nos côtés. Désolé, je relis encore une fois, parce que ça montre bien le

manque de rigueur de tout ce dossier, de toute cette affaire. Des appels diplomatiques invitant d'autres pays qui, comme l'Amérique, ne sont pas parties au Statut de Rome... Franchement, ces gens-là, ils ne lisent même plus, ils ne se relisent même plus.

C'est complètement fou. Et remarquez aussi que tous ces points de liste ici n'ont même pas de point final à la fin des phrases. La Maison-Blanche, le Département d'État, sont dans un tel chaos, dans un état de désordre et de délabrement, que même les déclarations officielles de Marco Rubio ou celles des porte-parole ne passent plus par aucune vérification linguistique. À ce stade, c'est juste deux types qui parlent, et je ne serais pas surpris qu'ils soient en pyjama quand ils rédigent ça avant de le publier, un peu comme n'importe qui aujourd'hui peut poster ce qu'il veut sur Internet. C'est d'une négligence incroyable, vraiment mal fait.

Mais c'est désormais la politique officielle de l'État, bien sûr. Je pense qu'on atteint le sommet de l'idocratie, et qu'on voit comment cette idiocratie s'infiltre dans les institutions, comment elle les ramollit peu à peu jusqu'à les rendre totalement inutiles et sans valeur. Tous les standards du passé ont complètement disparu. En gros, ce que les États-Unis nous disent ici, dans un texte très mal rédigé, c'est qu'ils vont essayer de faire du lobbying avec leurs alliés. C'est leur principale stratégie, non ? Dire à tout le monde, aux Européens, à tous ceux qui profitent du parapluie sécuritaire, à tous les États vassaux de Washington, qu'ils doivent rejeter la Cour pénale internationale. Que ce soit en la quittant immédiatement et complètement, ou en déclarant qu'ils ne reconnaissent pas ses décisions, et ainsi de suite, dès que les États-Unis s'y opposent.

Aujourd'hui, tout ça devient envisageable. Ils vont, comme ils disent, adopter une approche « de tout le gouvernement » pour mener ce genre de guerre internationale. Bien sûr, ils vont sanctionner le personnel de la CPI, révoquer des visas, et ainsi de suite. Ils vont vraiment s'en prendre à cette institution. Mais c'est un moment complètement fou. Vraiment fou. Et on verra bien comment réagiront les autres États qui vont subir cette pression. Parce qu'il faut se rappeler que la CPI, c'est aussi le tribunal qui a émis un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine et une autre responsable russe. Et à l'époque, les Européens et les Américains se levaient pour applaudir. C'était, je crois, en deux mille vingt-trois, cette décision. Ouations, hourras, victoire du droit international, et tout le reste.

Et, vous savez, il ne faudrait pas du tout être surpris si la CPI rendait à nouveau une décision contre la Russie. Les mêmes personnes, comme Marco Rubio, applaudiraient en disant que c'est un excellent exemple de justice et d'équité. Et ils exigeraient que ce genre de décision soit appliquée, tout en réclamant que tout le reste soit démantelé ou supprimé. Ils voudraient aussi imposer des garde-fous pour que la CPI ne puisse pas poursuivre Israël, et même un nouveau Statut de Rome. Encore une fois, les États-Unis sont aujourd'hui tellement en colère de perdre leur pouvoir structurel dans le système qu'ils s'en prennent à tout le monde, à tout ce qui bouge. Et toutes ces tentatives de mener une guerre, que ce soit maintenant... enfin, ce ne sera pas une guerre juridique. Il n'y a aucun moyen pour eux de mener une guerre juridique ici. Mais ce qu'ils peuvent faire, c'est exercer une pression diplomatique.

Ils peuvent mener une guerre diplomatique contre la Cour pénale internationale. Et puis, avec le détroit d'Ormuz, avec l'Iran, mais aussi avec ce qui se passe avec la Russie. La Russie, les bombardements, tout ça... ce sont des signes, bien sûr, de la décadence immédiate de l'empire américain. Tous ses leviers de pouvoir — le pouvoir d'influence, le pouvoir structurel, même le pouvoir physique, le pouvoir militaire — tout cela est en train d'échouer. Tout échoue, à ce stade, à atteindre les objectifs de l'État de guerre permanent. Et donc, les actions deviennent plus spectaculaires, plus désespérées, plus colériques, plus déséquilibrées. Et maintenant, elles sont mises en œuvre par des gens qui, au plus haut niveau, ne prennent même plus le temps de relire leurs déclarations, parce qu'ils fonctionnent au jour le jour. Il n'y a plus de vision à long terme.

Il n'y a plus d'intégration des choses dans leur contexte. Franchement, je suis sidéré. Sidéré du niveau où nous en sommes arrivés, en à peine quelques années. Je dirais que le début de la dégradation remonte, bien sûr, à quelque part autour de deux mille vingt-deux, avec cette grande tentative de briser la Russie. Et maintenant que cette tentative a échoué, qu'elle continue d'échouer, et que cet ordre, ce nouvel ordre qui émerge — l'ordre multipolaire, qui naît en quelque sorte naturellement de ce chaos — eh bien, le fait qu'ils n'arrivent pas à le briser semble provoquer de véritables accès de panique. Même chez ceux qui, au début de cette administration, souvenez-vous des mots de Marco Rubio et de Trump, faisaient semblant de comprendre ce nouvel ordre et disaient vouloir y intégrer les États-Unis, pour en faire l'un des États dirigeants.

Mais il semble quand même que l'autre camp, le camp néoconservateur, ait gagné. Et c'est celui qui veut en finir avec ce genre d'accord, et avec toute forme d'accord qui ne soit pas centrée sur les États-Unis. Encore une fois, pour moi, la politique étrangère américaine vis-à-vis de la Cour pénale internationale en est un exemple typique. Elle montre bien comment tout cela fonctionne, et surtout quel état d'esprit il y a derrière : l'idée que la souveraineté, c'est l'impunité. La souveraineté des États-Unis est absolue, et celle des autres ne compte pas. Personne n'a le droit de revendiquer une véritable souveraineté, à part les États-Unis. Voilà... c'est ça, leur façon de penser. C'est la mentalité des néoconservateurs, et en ce moment, c'est bien une administration néoconservatrice.

La seule question, c'est ce que ces gens vont faire maintenant, quand ils se retrouvent enfin face à tous ces murs... et ils en percutent beaucoup en même temps. Même la bataille contre la Cour pénale internationale va être un combat difficile, même si les États-Unis arrivent à convaincre le Royaume-Uni, l'Europe et deux ou trois autres types de les suivre. Et même s'ils réussissent à forcer ces pays à quitter la Cour, il resterait tout le Sud global, qui en fait partie. On pourrait forcer la Cour à quitter La Haye, à quitter les Pays-Bas. Mais rien n'empêcherait qu'ils s'installent à Lagos, ou qu'ils s'installent à Bangkok. C'est possible. Ils pourraient très bien le faire.

Vous voyez, la lutte contre le droit international, dans l'histoire, c'est une bataille que la plupart des États finissent par perdre. Parce que les autres, surtout les plus petits, ont trop d'intérêts communs à défendre ces règles, même quand les grandes puissances essaient de les frapper très fort ou de faire comme si elles n'existaient pas. Les règles et les normes, elles, ont tendance à durer. Donc, encore

une fois, les États-Unis ont choisi une bataille difficile, inutile, qu'ils auraient pu gérer tout autrement. Mais apparemment, la guerre totale reste la seule stratégie de résolution de problèmes que ces gens connaissent encore. C'est vraiment triste. L'idocratie à son meilleur. La kakistocratie à son sommet. Mais je vais m'arrêter là pour aujourd'hui. Merci beaucoup pour votre attention.